

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.

N. BORDEANO.

ABONNEMENTS:

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	—
Etranger.....	80 »	42 »	—

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL & FINANCIER.

ADMINISTRATEUR:

ANDRÉ ZIFCK.

INSERTIONS:

Annonces 4 ^{me} page.....	3 piastres la ligne
Annonces 3 ^{me} page.....	6 » la »
Insertions, corps du journal.....	45 » la »
La Livre Turque à p. 400.	

Les abonnés s'abonnent du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, et se payent d'avance. Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces : à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SMYRNE, chez M. Caridi ; à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et Co, 8, Place de la Bourse ; à ROME, chez les principaux libraires ; à MILAN, chez MM. Manzoni et Co, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rotter et Co, à Vienne, 1 Riemergasse, 43. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. E. Micoud, 439-440 Fleet Street.

LA TURQUIE paraît en deux éditions : une édition du matin, contenant les télégrammes arrivés dans la nuit, et une édition du soir, donnant les nouvelles du jour.

Les abonnés recevront, comme par le passé, l'édition du matin. Ceux qui voudraient également recevoir l'édition du soir n'auront à payer qu'un supplément de trois francs par mois.

La vente au numéro sera faite au prix d'usage.

TELEGRAMMES.

AGENCE BORDEANO ET Co

Grèce.

Athènes, 22 mars.

M. Tricoupi a annoncé qu'il appuiera le projet de loi relatif à l'armée présenté par le cabinet Deligeorgis.

BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture.....	P 13.34
En ce moment.....	13.34
Obligations Rouméliotes.....	fr 36 50
Papier-monnaie—L. T. 100 P 158 —	

OBSERVATOIRE IMPÉRIAL METÉOROLOGIQUE.

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

24 mars. 1877.

Lever du soleil.....	6 h. 2 m.
Coucher.....	6 h. 43
Temps moyen à midi apparent.....	12 » 6 21
Idem à la turque à midi moyen.....	5 » 40

8 heures du matin.

Baromètre.....	765.2
Thermomètre.....	17.9
Minimum.....	15.6
Maximum de la veille.....	23.4

Direction et force du vent S. assez-fort.

NOUVELLES DIVERSES.

Djevdet pacha, ministre de l'intérieur, s'est rendu, jeudi, au Palais où Son Excellence a eu une audience de S. M. le Sultan.

Cabouli pacha, sénateur, est mort cette nuit après une longue et douloureuse maladie.

Cet homme d'Etat a occupé plusieurs hautes fonctions avec zèle et probité. Sa perte prématurée sera vivement regrettée par les nombreux appréciateurs de ses grandes qualités.

Le prince Jean Ghica, agent de Roumanie, est parti hier, voie de Varna, pour Bucharest, en vertu d'un congé de son gouvernement.

Pendant son absence, qui ne durera pas plus d'une dizaine de jours, M. Grégoire Ghica, premier secrétaire, gèrera les affaires de l'Agence.

Le Patriarche œcuménique a nommé aux fonctions de membres synodiques Mgr Gabriel, métropolitain de Samos, Mgr Agathangelos, métropolitain d'Éphèse et Mgr Garassimos, évêque d'Alep.

Les ponts de Carakeuy se sont ouverts hier pour donner passage à deux navires cuirassés allant rejoindre la flotte dans la mer de Marmara. L'un des cuirassés s'est heurté contre le pont en fer et il lui a causé des dégâts tellement graves que la partie endommagée s'est enfoncée jusqu'au niveau de la mer.

La société de navigation à vapeur sur le Danube a publié un mémoire concernant les difficultés que rencontre la navigation sur la partie de ce fleuve qui parcourt la Basse-Autriche et demandant la régularisation du lit du fleuve dans cette province. La presse de Vienne discute ce mémoire dans un sens favorable.

Deux contrebandiers en tabacs ont été pris, mardi soir, à Dolap-Déré, en flagrant délit d'exercice de leur industrie. Sommés de se rendre par deux gendarmes les contrebandiers, ont, pour toute réponse, fait feu sur eux et pris la fuite. Leurs balles n'ont pas atteint les agents de l'autorité qui se sont mis bravement à leur poursuite jusqu'à ce qu'ils les aient rattrapés.

Le tabac dont trafiquaient les contrebandiers était de première qualité. Il a été confisqué et ces gens, qui sont des musulmans, ont été conduits en prison. Ils seront poursuivis devant les tribunaux pour délit de contrebande et pour attaque à main armée contre les agents de la force publique.

Un accident est arrivé sur le bateau N° 11 de la Mahsoudé qui faisait, jeudi soir, le dernier voyage du pont aux Iles des Princes. Le paquebot a fait sans encombre les escales de Proté et d'Antigoni. A son arrivée à Halki et pendant que les passagers débarquaient, une forte détonation se fit entendre et les voyageurs du pont se sont trouvés enveloppés de fumée et de vapeur. C'était la chaudière qui avait éclaté en brûlant un chauffeur turc.

Les passagers en ont été quittes pour la peur. Plusieurs, dans leur terreur, se sont jetés dans la mer et ont gagné la terre à la nage. Heureusement, à l'exception du chauffeur, il n'y a pas eu d'autres victimes.

Un individu entra furtivement, dimanche, dans une maison de la rue Venedik. Une servante le surprit : que faisais-tu, lui dit-elle ? Belle enfant, répondit-il, je cherche mes yeux. — Et il s'éloigna.

Lundi matin, il revint. La servante était sortie pour un instant. Trouvant la porte du vestibule entr'ouverte il décocha un paletot et prit la fuite. En rentrant, la servante l'aperçut qui s'échappait vers le Petit-Champ. Elle donna l'alarme. Le maître de la maison et son fils s'élancèrent après lui, l'atteignirent, lui arrachèrent des mains le paletot, et l'envoyèrent se faire prendre ailleurs après lui avoir donné une verte correction.

Comme la foule s'assemblait, le voleur, pour échapper aux regards des curieux, tourna à droite et enfila la rue Glavany. Un passant l'aperçut et le prit en termes : « Comment, coquin, tu portes le paletot qui m'a été volé au commencement de l'hiver. » Là-dessus nouvelle correction. Et comme le paletot avait été endommagé dans la première mésaventure, l'ex-proprétaire de ce vêtement acheva de le mettre en pièces. Puis,

poussant l'infortuné voleur à grands coups de pieds vers la rue de Péra, il l'envoya rajuster sa toilette et réfléchir sur les inconvénients qui résultent de l'amour excessif du bien d'autrui.

(Courrier d'Orient).

Nous lisons dans l'Avenir d'Athènes : « Un fait unique dans son genre à Athènes a eu lieu dimanche. Il a causé une vive émotion dans toute la ville.

Vers 4 heures de l'après-midi, sur la place de la Concorde et pendant que la musique royale jouait ses derniers morceaux, une détonation se fit soudain entendre occasionnant une surprise générale parmi les nombreux promeneurs.

Une demoiselle de bonne famille, fille aînée de M. A. Kanavatzoglou, officier de l'armée, venait de décharger un pistolet à deux coups, d'une distance de deux à trois pas, sur M. Kitcha Botchari, officier de l'armée et récemment marié. La balle a atteint M. Botchari dans le dos. La blessure n'est pas dangereuse.

La jeune fille s'est rendue immédiatement à la police et deux gendarmes l'ont conduite dans une voiture fermée à la préfecture de police.

M^{lle} Photiri—c'est son nom—a avoué son crime avec une franchise entière à l'enquête préliminaire qu'elle a subie. Actuellement elle est gardée dans une chambre spéciale dans le département de la police où elle restera confiée à la surveillance et aux soins d'une dame jusqu'à l'époque de son jugement.

La jeune Athénienne aurait été outragée dans son honneur, et c'est pour ce motif qu'elle aurait cherché à se venger.

INAUGURATION DU RÉGIME CONSTITUTIONNEL.

L'ouverture du Parlement inaugure la période d'application de la Constitution qui contient en germe toutes les réformes. Le discours du Trône que nous avons publié les énumère et les précise avec une netteté qui permet d'embrasser d'un coup d'œil l'ensemble des excellents résultats que doit produire le nouveau régime.

Dans ce discours, trois points ont été particulièrement accueillis avec un faveur marquée : l'attitude absolument correcte, au point de vue constitutionnel de S. M. le Sultan, la large part qu'il donne au Parlement et au pays dans la mise en œuvre du nouveau régime et l'union ainsi que la solidarité fraternelles de toutes les races de l'Empire que le Souverain attend de l'application de la Charte.

Abd-ul-Hamid avait déjà affirmé par son Hatt les principes qui forment sa règle de gouvernement et prennent leur point d'appui sur une sage liberté sur la justice, la sécurité publique, l'économie dans les finances, le respect de la liberté individuelle et de conscience, sur une administration intégrale, zélée et impartiale. Ces principes, le Sultan les proclame avec une force nouvelle dans le discours du Trône.

« Je suis résolu, dit Abd-ul-Hamid, à ne pas m'écarter de la ligne que je me suis tracée et à la suivre toujours d'un pas ferme. »

Ainsi, depuis son avènement au trône le Sultan se montre fortement attaché à l'idée libérale, invariable dans sa volonté de relever l'Empire par l'application des principes constitutionnels. De son initiative et par un acte sans exemple dans l'histoire des peuples, il abandonne une grosse part de ses privilèges à la nation, il crée lui-même un pouvoir pondérateur que l'élection fait émaner directement du peuple. C'est là le second fait saillant et considérable que le discours du Trône met en pleine et vive lumière.

« Les progrès obtenus par les Etats civilisés, la sécurité et la richesse dont ils jouissent, dit le Sultan, sont le fruit de la participation de tous à l'établissement des lois et à l'administration des affaires publiques. C'est pourquoi nous avons cru nécessaire de rechercher dans cette voie les moyens d'arriver au progrès et d'établir et d'appliquer des lois adoptées avec l'avis commun de la population.

« A cet effet j'ai octroyé et promulgué la Constitution.

« Par la promulgation de la Constitution je n'ai pas eu simplement en vue d'inviter la population à participer à la direction des affaires publiques. J'ai la ferme volonté d'employer le système délibératif comme un moyen efficace pour l'amélioration du régime administratif du pays, pour le préserver de la mauvaise administration et de l'absolutisme.

« J'attends de vous un concours réel et intelligent pour tirer un légitime profit de la Constitution, qui est basée sur la justice et le salut public. J'ai cru nécessaire d'assurer à tous les bienfaits de la liberté et de l'égalité, d'abolir le régime de l'arbitraire, d'établir et d'appliquer des lois adoptées d'un commun accord avec la population et, enfin, de fonder Notre système administratif sur un principe constitutionnel et libéral.

« C'est pour réaliser ce désir sincère que j'ai institué et convoqué votre Assemblée composée du Sénat et de la Chambre des Députés.

« Il vous incombe à présent de remplir fidèlement et avec droiture les devoirs législatifs confiés à votre patriotisme. Dans cette tâche, vous ne devez vous laisser influencer par aucune considération de personnes et n'avoir en vue, dans l'exécution fidèle de vos travaux, que le salut et le bien-être de l'Etat et du pays.

« Les améliorations dont nous avons besoin aujourd'hui et les réformes dans tous les services publics sont de la plus haute importance. L'application graduelle de ces mesures dépend de l'accord qui régnera entre vous. »

Ainsi les attributions du Parlement, du pouvoir pondérateur, et l'action large et bienfaisante que le Souverain attend de son dévouement à la chose publique sont parfaitement définies et précisées.

En ce qui concerne le troisième point du discours, celui qui a trait à l'union des races, voici comment Sa Majesté s'exprime :

« Indépendamment de ces avantages fondamentaux, la Constitution garantit aussi l'unité et l'union des administrés et consacre les principes du bien-être et de solidarité fraternelle de la population ; car Nos illustres ancêtres ayant, par la grâce de Dieu, étendu leurs possessions et agrandi l'Empire, ont réuni sous leur administration un grand nombre de peuples. Ces peuples étant de nationalités et de cultes divers, il était désirable qu'une loi uniforme réunit et conservât tous ces peuples. Je rends grâce à la Providence divine que cette aspiration légitime soit enfin réalisée.

« Désormais, tous Mes sujets seront considérés comme enfants de la même patrie et seront placés sous l'égide d'une même loi. Ils seront désignés par le nom que porte la race illustre des fondateurs de l'Empire, nom qui se rattache aux annales glorieuses d'une histoire de six cents années. J'ai la ferme conviction qu'à partir de ce moment tous Mes sujets uniront leurs efforts pour conserver au nom d'Osmânli la force et la puissance dont il a été entouré jusqu'à présent. »

Aujourd'hui et en fait la question est donc réduite au seul point de l'application de la Constitution. Chacun a sa part dans cette œuvre de bien public et de salut, le Sultan, les ministres, le parlement et les administrés.

Nous avons vu avec quelle énergie patriotique le Sultan Abd-ul-Hamid accompli sa tâche. Gardien de la Charte qu'il a octroyée à ses peuples, il veillera à ce qu'elle soit observée dans son esprit et dans sa lettre.

Le Stamboul a publié l'article suivant dans son numéro d'hier :

C'est précisément parce que le moment d'une solution de la question d'Orient paraît approcher, qu'il est plus urgent que les Bulgares s'occupent d'obtenir eux-mêmes la solution du problème que présente en ce moment leur exarchat.

Dans un récent article, nous avons avancé que la gestion de l'exarche était en contradiction complète avec les règlements de l'exarchat. Nous devons prouver l'exactitude de cette assertion, et nous y arriverons.

Remarquons d'abord qu'aux termes de l'article VI du règlement, le Synode doit se composer de quatre membres.

Or, si les quatre membres ont siégé quelque temps au début, leur nombre a été promptement réduit et a toujours varié ensuite entre trois et deux, deux le plus souvent.

Il y a plus. Loin de procéder en conformité du règlement quant à la convocation du Synode, l'exarche avait toujours soin de ne convoquer que les évêques de son choix, c'est-à-dire, ceux dont le vote complaisant pouvait être guidé comme il lui convenait.

On peut même affirmer que le Synode n'a jamais existé de fait, puisque l'exarche n'a même pas tenu compte des dé-

cisions des évêques à lui dévoués, pas plus que de celles du conseil laïque, et que ces décisions, prises cependant dans des assemblées, ont toujours été modifiées selon les convenances de ce prélat.

Nous venons d'esquisser la façon dont l'exarche a tenu compte des prescriptions renfermées dans l'article VI du règlement organique.

Passons à l'article IX.

Aux termes de cet article, le Synode doit avoir deux ou trois secrétaires laïques ; il n'en a jamais eu un seul.

D'après ce même article, l'exarchat doit avoir un Capou Kehaya pour le représenter et veiller sur ses affaires à la Porte.

Au début, ce poste délicat avait été confié à une personne jouissant de l'estime générale et qui s'acquittait d'une façon irréprochable du mandat dont elle était chargée.

Ceci allait trop bien, paraît-il, et l'exarche a trouvé bon de se débarrasser de ce représentant officiel. Il l'a remplacé par des agents officieux qui ont offert leurs services avec un empressement des plus remarquables.

Ces agents étaient d'ailleurs très habiles, si habiles, qu'en se servant d'eux, l'exarche n'a lui-même fait preuve d'aucune habileté personnelle, au moins par rapport aux intérêts de sa communauté.

On sait, qu'en outre du Synode, l'exarchat devait avoir un conseil laïque. Cette dernière institution n'a pas eu un sort plus heureux que la première.

Promptement réduit de moitié, le conseil laïque est aujourd'hui à l'état de souvenir.

L'exarche est donc peu à peu parvenu à se soustraire aux principales obligations auxquelles le soumettait le règlement. Ainsi affranchi, il convoque de temps en temps cinq ou six évêques choisis, suffisamment dociles par conséquent, et les affaires de toute la communauté sont ainsi gérées, toutes les questions intéressant les Bulgares sont ainsi réglées par un seul homme qui, nous l'avons dit et nous le répétons, est un instrument étranger.

L'exarche assume donc sur lui seul la responsabilité de ses actes vis-à-vis des Bulgares et vis-à-vis du gouvernement.

Mais si les choses continuent ainsi, les Bulgares finiront par assumer eux-mêmes une responsabilité considérable pour la façon dont ils se laissent conduire.

La question du protocole.

Sur cette question, la Liberté écrit ce qui suit :

« L'Angleterre accepte « le principe d'un protocole à signer par les six grandes puissances. »

La rédaction de ce protocole, préparé par lord Derby et l'ambassadeur de Russie à Londres, est arrêtée aujourd'hui.

Après sa signature, les relations seront reprises avec la Porte, afin que les ambassadeurs et les agents politiques des puissances puissent apprécier attentivement l'esprit dans lequel le gouvernement ottoman va procéder aux réformes.

Ce protocole lui-même servira « d'unique sanction » aux résolutions de la Conférence à Constantinople.

Ses termes nous indiqueront « la nuance » — déclaration, invitation ou « mise en demeure » — que le comte de

Le roman d'un père

PAR

HENRY GRÉVILLE

XXVIII

— suite —

Il fallait faire émanciper ma fille à sa dix-huitième année, en prévision de ma mort prochaine, me dis-je, et lui laisser le soin de trouver elle-même, quand l'heure serait venue, celui à qui elle se donnerait volontairement, pour l'aimer et le respecter jusqu'à sa mort !

Où, c'est ce qu'il eût fallu faire, mais il était trop tard ; tout au plus pouvais-je essayer de pallier le mal que ma faiblesse et mon imprudence avaient causé.

Je m'appliquai dès lors à découvrir les torts de M. de Lincy. Je le suivis partout, le matin, le soir, dans le jour. J'appris où il dépensait son temps et mon argent, à quel restaurant on le voyait souper, où il passait

quelquefois la nuit. Ici j'eus une espérance, mais mon amour la renversa d'un mot : — Ce n'est pas sous le toit conjugal.

Je ne me désespérai pas cependant ; je continuai à m'enquérir. Je me fis apporter des billets qu'il avait souscrits, me réservant de le poursuivre s'il en était besoin. — Hélas ! la contrainte par corps était abolie, et je n'avais plus même la ressource de l'envoyer passer quelques semaines à Clichy !

Un jour que, dans ma patiente recherche, je l'avais traqué sur le boulevard, je le vis descendre de voiture devant Bignon ; le coupé était fort joli, le cocher irréprochable, le cheval demi-sang, — c'était son coupé à lui ; pour ne pas être forcé d'en partager la jouissance avec Suzanne, il le lui avait au mois et le prenait au coin de l'avenue des Champs-Élysées, en sortant de chez lui le matin.

Une femme restée dans le coupé se pencha par la portière et lui cria :

— Surtout, n'oubliez pas les caillies rôties !

Cette voix, ce visage m'étaient connus ; je fis un plongeon dans mes souvenirs, et je retrouvai au fond, tout au fond, le profil de Mlle de Haags, celle que ma belle-mère m'avait si obligeamment destinée autrefois. C'était bien Mlle de Haags, les lèvres rouges, les cheveux d'un blond insolent, les yeux bistrés, agrandis par le crayon noir, les joues fardées, — mais toujours belle. Elle reconstruisait mon regard en retirant sa tête de la portière et je ne sais si elle me reconnut. Je restai planté là, de manière à ce que mon gendre ne pût faire autrement que de me voir.

Il sortit bientôt et se dirigea rapidement vers le coupé.

— Le diable est commandé, dit-il, faisons un tour ; dans un quart d'heure nous serons servis.

Je m'avancai alors, et le regardant bien en face :

— Je vous fais mon compliment, lui dis-je d'un ton aussi froid que possible.

— Eh ! mais, dit-il, il y a de quoi, je vous

remercie. Mais pas sous le toit conjugal ! continua-t-il avec une politesse désolée. Oh ! non, pas cela !

Il me salua, monta en voiture, referma la portière avec bruit, et le coupé partit dans la direction de la Madeleine. Moi, dévoré par la rage impuissante, je m'assis sur un banc du boulevard, et je me demandai s'il faudrait arriver à lui brûler la cervelle pour délivrer Suzanne de ce monstre.

XXIX

Quelques semaines s'écoulèrent ; les jours étaient déjà longs, le soleil était plus chaud, et pourtant Suzanne avait une toux nerveuse qui ressemblait à la phthisie.

A dix reprises, le docteur, consulté, nous avait assuré que cela passerait avec du calme et du bien-être moral. Ils en parlent bien à leur aise les docteurs ! A quel prix pourrais-je assurer le calme et le bien-être moral à Suzanne ? Elle obtenait un repos relatif en satisfaisant aux exigences d'argent de son mari, toujours croissantes ; mais qu'était-ce repos désirable ? L'angoisse de la lutte ne torturait-elle pas, avant et après, ce pauvre cœur déchiré ?

Mme Gauthier était devenue ma plus précieuse consolation. Malgré la brusquerie de ses coups de boutoir, elle n'en était pas moins une excellente femme, et ses idées, autrefois si absolues, avaient subi des modifications essentielles depuis nos malheurs. Elle avait vieilli beaucoup en quelques mois ; quant à moi, j'étais devenu tout blanc. Ma barbe et mes cheveux, toujours abondants, n'avaient plus trace de leur couleur primitive.

Depuis quelques jours je trouvais Suzanne plus agitée, plus nerveuse encore que de coutume ; ses visites, toujours fréquentes, étaient plus courtes. Le plus souvent, elle ne faisait qu'entrer et sortir. Un soir qu'elle était venue vers neuf heures, après s'être laissée tomber en entrant dans un fauteuil,

elle se releva tout à coup comme par un ressort, rajusta ses bandeaux toujours ébouriffés et m'embrassa comme pour s'en aller.

— Déjà ? lui dis-je. Nous ne nous parlons guère, mais c'était encore du bonheur que d'être ensemble.

— Oui, dit-elle, je m'en vais. Elle serrait nerveusement contre elle les plis de son burlesque.

— Veux-tu de l'argent, lui dis-je, il y a longtemps que tu ne m'en as demandé ?

— Non, merci, dit-elle. Combien m'as-tu donné à peu près, depuis les premiers dix mille francs ?

— Nous voici bien près de vingt mille.

— C'est bien ce que je pensais, répondit-elle d'un air préoccupé.

— Mais tu sais, lui dis-je en l'attirant à moi, tu sais que tout est à toi, qu'il n'y a pas une obole à moi qui ne t'appartienne ? Elle me serra fébrilement contre elle, m'embrassa et sortit sans parler. Ma belle-mère, qui la regardait tristement, n'essaya pas de lui rappeler sa présence. Depuis que nous étions si malheureux, sa jalousie puerile avait totalement disparu.

— Si j'étais vous, mon gendre, me dit-elle après que nous eûmes bien regardé les chenets sans rien dire, j'irais voir un peu cette maison-là. Il me semble que tout n'y va pas bien.

— Quand cela a-t-il été bien ? dis-je avec désespoir.

— J'ai dans l'idée que les choses vont plus mal qu'avant, insista Mme Gauthier. Il y a dans l'attitude de Suzanne quelque chose d'extraordinaire. C'est votre fille, et vous êtes assez emporté sans qu'il y paraisse. J'ai peur qu'elle ne prenne quelque mauvaise résolution.

— Vous avez raison, dis-je. J'irai demain. Lendemain, en effet, vers midi, je me rendis chez mon gendre. Il était rarement chez lui à cette heure, j'avais lieu d'espérer une conversation tranquille avec ma fille. J'appris au contraire qu'il était resté à déjeuner, ce qui n'était guère dans ses habitudes.

des. Le valet de pied paraissait pen soucieux de m'annoncer, il y avait dans toute l'apparence de la maison quelque chose de décousu, d'inquiet, qui me parut du plus mauvais augure. Je dis au domestique que j'entrerais seul, et je franchis la porte du salon.

La vaste pièce était déserte, mais la porte opposée, celle de la salle à manger, ouverte à deux battants, laissait arriver le bruit des voix.

— Je vous hais, cria Suzanne en frappant du pied, je vous hais et je vous méprise !

— Vous êtes une femme charmante, répondit Lincy, et la colère vous sied à merveille. Je crois qu'au fond j'aime encore mieux revenir à vous que d'aller chercher fortune ailleurs.

— Lâche ! s'écria ma fille.

J'avais fait un pas en avant, je les voyais dans l'embrasure de la porte, mais ni l'un ni l'autre ne regardaient de mon côté.

Elle approcha d'elle en riant et voulut lui prendre la taille ; elle alors, redressant de toute sa hauteur, elle cracha au visage.

Il regret l'affront et recula ; sa figure blême exprimait la rage la plus féroce. Au moment où j'arrivais en courant, il leva le bras et Suzanne reçut sur le visage un soufflet de crocheur.

Je bondis sur Lincy, mais il était plus jeune et plus alerte que moi, il se dégagea de mon étreinte, et toujours sans essuyer son visage décomposé, me serrant le bras comme dans un étau :

— Coups et services, me dit-il, mais pas en présence de témoins. Il faut deux témoins, beau-père, et vous ne m'y prendrez pas.

Il me poussa brusquement, et pendant que je regagnais l'équilibre, il avait disparu.

XXIX

Schouvaloff aura réussi auprès de l'Angleterre à introduire dans ce document important.

Nous croyons, pour notre part, que la forme en sera « des plus modérées ».

Nous savons, en outre, d'une façon absolue :

1° Qu'aucun délai, pour l'exécution des réformes, n'est fixé à la Porte par les puissances ;

2° Que celles-ci s'interdisent, par le fait de cette signature collective, « toute action particulière, directe ou isolée ».

Enfin il est établi que le maintien de l'accord des puissances doit suffire pour déterminer de part et d'autre le « désarmement ».

La France veut surtout dans la solution annoncée, un ajournement, mais, même à ce titre, elle la considère comme très satisfaisante :

« On voit de suite combien peu cette rédaction doit paraître compromettante aux esprits les plus ombrageux.

Le *Times* a beau tourner et retourner cette phrase, il n'y peut trouver matière à aucune objection sérieuse.

Décider qu'on délibérera ultérieurement, dans l'hypothèse où tel événement viendrait à se produire, ce n'est vraiment pas trop s'engager.

En somme, les choses restent en l'état ; accepter et signer une telle déclaration, c'est acheter à très bon marché la démolition de l'armée russe et, pour le moment du moins, la paix de l'Europe.

Que ce ne soit pas, assurément, une solution définitive, et que la question d'Orient puisse revenir sur le tapis un de ces jours, c'est incontestable ; que ce ne soit, en fait, qu'un ajournement : ce n'est pas moins évident. Mais il y a des heures, dans la vie des peuples, où c'est déjà un résultat immense de pouvoir gagner du temps.

À défaut d'une solution absolue qui ne se peut obtenir qu'au prix d'une conflagration appelée à devenir forcément générale, il faut bien nous contenter d'une solution provisoire. »

Affaires d'Orient.

La *Presse* de Vienne recommande aux Monténégrins de modérer leurs prétentions et leur rappelle à ce propos le vieil adage : Qui trop embrasse mal étreint. « Le Monténégro, dit cette feuille, qui pourrait conclure une paix honorable ne cherche, semble-t-il, qu'à gagner du temps pour poser des prétentions absolument illégitimes et pour seconder ensuite avec d'autant plus de vigueur et d'énergie les visées bien connues de la politique des Slaves du Sud. Il est fort possible et même probable que les projets ambitieux qu'on nourrit au Conak de Cetigne échoueront en fin de compte comme les plans non moins fantastiques de l'Omladina à Belgrade, qui avait mis tout espoir bien moins dans ses propres forces que dans le concours de la Russie « non officielle ». La politique du prince Nicolas va droit au but, car ce dernier sait fort bien ce qu'il veut, mais cette politique on ne saurait l'appeler loyale. »

La *Presse* trouve notamment qu'au point de vue autrichien les prétentions du Monténégro relatives à la cession d'un port de mer et de la forteresse de Nikitch sont inadmissibles. L'Autriche ne saurait tolérer l'établissement de semblables stations de contrebandiers à ses frontières, vu l'imposante bilité qu'il aurait de les surveiller. La feuille citée dit en terminant : « Si, d'un côté, la Porte fait bien de suivre dans ses négociations avec le Monténégro une politique d'opportunité, elle a parfaitement raison, d'autre part, de repousser toute prétention exagérée de l'ambitieuse principauté. »

La même feuille dit : « Ces jours prochains l'Autriche aura à se prononcer à son tour au sujet des propositions de la Russie. Tout le monde sait que nous sommes doublement intéressés à la question d'Orient ; que nous devons nous en occuper d'abord au point de vue de la politique générale et de concert avec les autres puissances et ensuite au point de vue des intérêts de l'Autriche-Hongrie, vu que tous les troubles qui éclatent à nos frontières exercent un contre coup dans la monarchie. C'est pourquoi nous sommes convaincus qu'en répondant aux propositions de la Russie notre ministère des affaires étrangères tiendra compte, en première ligne, des intérêts austro-hongrois. »

GRECE

DISCOURS-PROGRAMME DE M. DÉLÉGEORGES, PRÉSIDENT DU CONSEIL.

« Il y a trois mois, Messieurs, je vous ai exposé les principes de politique et d'administration, d'après lesquels le ministère que je présidais alors se proposait de remplir sa mission. Nous n'avons pas varié depuis. Aussi je crois inutile de revenir sur ce sujet. Je prends néanmoins l'engagement d'exposer, avec les premiers travaux que le gouvernement soumettra à la Chambre dont il demandera l'appui, les idées de politique et d'administration en rapport avec les circonstances actuelles. »

« La tâche, ardue alors, est devenue difficile aujourd'hui. Nous étions alors au milieu de la session, nous touchons maintenant au terme de la clôture. En outre, les difficultés de gouverner selon ces principes et ces idées, dans le but de répondre aux intentions de la Chambre et aux vœux du pays, sont grandes surtout à cause de la situation financière. »

« Le but commun est de gouverner la Grèce dans la voie du progrès et du respect des lois, d'apporter, par conséquent, de nombreuses réformes dans l'administration intérieure et de nombreuses améliorations, qui n'ont nullement le caractère des préparatifs extraordinaires des gouvernements. En outre, la Grèce veut devenir un Etat sérieux en Orient, ce qu'elle est forcée de faire dans le plus court espace de temps possible. Donc la question financière a une grande influence sur ce double but que nous devons poursuivre. »

« Le moment n'est pas encore venu d'examiner la situation financière de l'Etat. C'est

ce que nous ferons un peu plus tard. Que la Chambre sache seulement que l'exercice de 1876, qui sera clos, comme vous le savez, le 31 octobre, laissera un déficit de 3,000,000 au moins. Vous n'ignorez pas que le budget de 1877 n'a pas été dressé dans des conditions plus favorables. Nous arrivons donc nécessairement à la conclusion que même les nouveaux impôts que nous avons destinés aux préparatifs extraordinaires, seront consacrés aux besoins du service courant sans réaliser les améliorations intérieures ordinaires, et moins encore les préparatifs extraordinaires. Mais il ne s'agit pas de cela. Je n'en fais mention que pour rappeler à la Chambre combien difficile est la tâche du mini-ère envers la Chambre et envers le pays, et pour demander, par conséquent, à l'une comme à l'autre un jugement équitable. »

« Je voudrais maintenant prier la Chambre de s'occuper sans retard de quelques projets urgents, car la situation du trésor est celle-ci. « En numéraire, 3,027 drachmes. » Par contre, les paiements à effectuer jusqu'à la fin de février s'élèvent à la somme de 2,000,000. Il faut vous dire aussi, Messieurs, que les recouvrements à effectuer par le receveur d'Athènes ne s'élèvent qu'à 1,200,000 drachmes jusqu'à la fin de juillet, tandis que les paiements à faire jusqu'au 1er juillet s'élèvent à 1,000,000 par mois. »

« Mais, en laissant de côté l'appréciation sur le trésor public pour ne nous occuper que de la caisse d'Athènes, au moment où nous sommes appelés aux affaires, nous voyons qu'il nous faut payer aussitôt 2,000,000 de dr. quand nous n'en avons que 3,000 en caisse. Je vais donc, à cet effet, prier la Chambre de s'occuper du projet de loi sur les bons du trésor, dont elle a été déjà saisie. Vous devez vous le rappeler, nos premiers législateurs ont mis un projet par lequel ils demandaient l'autorisation de contracter un emprunt provisoire au moyen d'une émission de bons du trésor. Ils demandaient, en même temps, la suppression des lois en vertu desquelles le gouvernement avait, quand les circonstances pressaient, recours à des emprunts provisoires. Cette mesure est toujours inévitable, les besoins qui l'ont provoquée il y a huit jours existent encore aujourd'hui. »

« J'ai l'honneur de vous faire aussi observer que ce travail exigera un délai de trois à quatre jours. Dans cet intervalle, le gouvernement ne pourra pas faire face à ses engagements. Nous ne vous soumettons aucune loi sur ce sujet, mais nous annonçons à la Chambre que le gouvernement se voit dans la nécessité de trouver, n'importe comment, de l'argent pour remédier aux besoins les plus pressants du jour. Nous sommes forcés de faire cette déclaration à la Chambre et la prier de se la rappeler, car il y a une loi sur la responsabilité des ministres qui a été promulguée le jour même où le cabinet Comourdouras a donné sa démission. Mais si quelqu'un pensait que cette déclaration n'est ni convenable ni dictée par une inéluctable nécessité, je le prie de nous le faire observer. »

Le second projet que je soumetts d'urgence à la Chambre est la loi sur la responsabilité des ministres. Ainsi que nous l'avons dit, cette loi, votée depuis plusieurs mois, n'a pas encore été appliquée à cause des nombreuses difficultés qu'elle contient dans son application, ce que le cabinet sortant a fait connaître à la Chambre. Mais nous avons eu le malheur de trouver la loi promulguée. Aussi ne faut-il pas vous étonner si nos successeurs pour lesquels elle n'existait pas. Nous ne demandons ni son abrogation ni la suspension provisoire de ses effets, mais seulement la modification de quelques-unes de ses dispositions que nous avons formulées dans un projet de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre. »

« À l'effet de faciliter l'application de cette même loi sur la responsabilité des ministres, nous vous soumettons aussi un autre projet élaboré par nos hommes les plus compétents en matière de finances et de comptabilité. Vous y trouverez deux amendements, qui tendent à rendre superflue la demande du cabinet sortant, qui avait soumis un projet de loi particulier dans l'intérêt du service des départements de la guerre et de la marine. »

« Quant au projet de modification de la loi sur la responsabilité des ministres, je me réserve de proposer, lors de la discussion, un amendement pour ce qui concerne la responsabilité des ministres de la guerre et de la marine, car ils ont des attributions de nature spéciale. En effet, dans le projet que nous vous soumettons pour la modification de la loi déjà existante, il y a une disposition qui rend responsable l'employé qui, d'ordre du ministre, commet un acte punissable, s'il n'exécute cet ordre. Mais comme d'autres règlements sont en vigueur dans le service des armées de terre et de mer, nous vous soumettons un amendement lors de la discussion de notre projet. La principale modification que nous apportons est plutôt une addition qu'une modification. Les ministres commettent des actes punissables en travaillant avec les employés et surtout avec les chefs de division et les secrétaires généraux. Une loi sur la responsabilité des ministres, et surtout aussi sévère que celle qui est en vigueur chez nous, exige aussi celle des employés qui ont soumis à la signature du ministre des actes qui lui ont fait violer la loi. Les autres dispositions du projet sont très-simples. Aussi je suppose que la Chambre comprendra aussitôt qu'elles sont nécessaires et que, par conséquent, elle les approuvera en les votant. »

DEPÊCHES EN DÉPÔT AU BUREAU DE PÉRA

Mois de Novembre.

Adresse	Signature	Provenance
1 F. Petridis	Estratioti	Galatz
2 Christovitch	Colombi	Targuorog
3 Criftu astraeop	Dalapatro	Braila

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ANGLETERRE.

LA NOUVELLE BROCHURE DE M. GLADSTONE.

On annonce de Londres que M. Gladstone, qui est plus Russe que les Russes, vient de publier une brochure intitulée *Leçons du massacre*. Toujours des titres à effet et des mots retentissants ! Par les conclusions de cette brochure, digne sœur des précédentes, M. Gladstone veut qu'on impose à la Porte les réformes que l'Europe a déclarées indispensables ; qu'il soit satisfait ! La Porte fera ces réformes, elle aura même un Parlement qui se réunira lundi. De plus, l'illustre pamphlétaire s'oppose à ce qu'on accorde à la Porte un délai d'un an, qui serait, dit-il, pour ses sujets « une année d'abrutissement et de misère. » Nous ne tenons pas à la fixation d'un délai, et celui d'un an nous paraît bien court. M. Gladstone se rappelle-t-il l'histoire de son propre pays ? L'Angleterre n'a-t-elle mis qu'un an à accomplir ses grandes réformes et ses révolutions ?

Rien de plus facile que de déclamer contre les Turcs ; mais si M. Gladstone a un moyen merveilleux, une baguette magique qui changerait tout d'un coup — en mieux, bien entendu — la face de l'empire ottoman, il est cruellement coupable et inhumain, car, tout en parlant beaucoup, il garde son secret pour lui (*Journal des Débats*.)

Lady Burdett Coutts, qui s'est rendue célèbre par tant de largesses et de fondations philanthropiques, vient d'acheter, en vue de le transformer en jardin public, le cimetière de Saint-Pancrace-le-Vieux (*Old St-Pancras*), situé au nord de Londres, près de Regent's canal et de Camden-Town. Ce cimetière, qui en outre l'église du même nom, renferme les sépultures d'une foule de personnages célèbres, et principalement de Français morts en exil pendant la révolution.

Depuis plusieurs années il était complètement abandonné, l'herbe recouvrait les tombes constamment foulées aux pieds du passant dans ce quartier si remuant. Lady Burdett Coutts a déjà fait élever et ranger le long des murs de l'église plusieurs pierres tumulaires qui portent encore leurs inscriptions, à demi-effacées par l'humidité et la vétusté.

Toute l'histoire de l'émigration française à Londres pourrait bien être écrite d'après les noms qui sont gravés sur ces pierres. On lit entre autres ceux de Claude-Amour, marquis de Bouillé, le général qui fut forcé de s'exiler à cause de la part qu'il avait prise au projet d'évasion de Louis XVI, du chevalier d'Éon de Beaumont, le négociateur de Louis XV, mort le 5 octobre 1810 ; de Bigot de Sainte Croix, dernier ministre de Louis XVI ; de Louis-André Grimaldi, prince de Monaco, évêque de Noyon et pair de France ; d'Arthur de Drillon, archevêque de Toulouse et président des États du Languedoc ; de Corse Pascal Paoli. Les ossements sont transportés et inhumés de nouveau au cimetière métropolitain du Nord.

La question Tichborne revient sur le tapis. Les tenants du fameux Claimant organisent de nouvelles manifestations en sa faveur.

Le jour de l'ouverture de la session, des groupes étaient sur le passage du cortège royal de grandes bannières, où on pouvait lire en gros caractères : *Justice pour Tichborne*.

Aujourd'hui il est question d'organiser une procession monstre de cent mille personnes, tent de la métropole que de différentes parties des trois royaumes, pour présenter à la Chambre des Communes et ensuite au palais de la reine une pétition sur la mise en liberté du détenu de Dartmoor, et l'obtention de l'argent pour entretenir des comités, centraliser les souscriptions qui doivent payer les frais de voyage.

Mais le docteur Kenaly, qui a consacré trois années de sa carrière à cette cause célèbre, dont les plaideurs ont tenu plus de cinquante audiences, qui a soutenu une lutte prodigieuse d'érudition avec les présidents des différentes cours par lesquelles l'affaire a passé, qui a été expulsé de la corporation légale de l'*Inn*, dont il faisait partie, s'oppose de toutes ses forces à cette démonstration, qu'il déclare illégale, qui peut compromettre pour toujours les espérances de réhabilitation de son client, qui peut faire naître des émeutes aussi désastreuses que les *Gordon Riots* en 1780.

À cette époque, la populace enfonce les portes de Newgate, fit échapper tous les prisonniers, se livra à des scènes de meurtre, de pillage et d'incendie dans différents quartiers de la Cité ; il fallut l'intervention la plus énergique que la troupe pour rétablir l'ordre. Les principaux chefs de cette sanglante échauffourée furent condamnés et exécutés.

Lord Gordon est mort dans la prison de Newgate ; il faut espérer que la folie des tichbornistes n'ira pas jusque là ; mais, il n'y a pas plus de dix ans, des Irlandais ont essayé de faire sauter le mur de la prison de Clerkenwell, dans un des faubourgs de Londres pour délivrer un chef fanatique.

Cette loi tentative, qui a misérablement échoué, a envoyé trois malheureux au gibet ; il ne faut pas que pareilles scènes se reproduisent.

AUTRICHE-HONGRIE.

NOUVELLES DIVERSES.

Le conseil municipal de Vienne sera saisi d'une proposition tendant à faire conférer à l'abbé François Liszt la « médaille d'or de Salvador », qui est, comme on sait, la plus haute distinction honorifique que puisse accorder la municipalité pour services rendus à la commune. Les fortes sommes que l'illustre maître a fait verser à la caisse des indigents à la suite des concerts qu'il a organisés dans notre ville sont une raison pour le suffrage de cette haute distinction.

On assure qu'au grand concert qu'il va donner au profit de l'œuvre de l'érection d'un monument à Beethoven, l'illimitable virtuosité fera ses derniers adieux au public.

Le général-major Guillaume Barth, ancien chef de division au ministère de la guerre, vient de se tuer d'un coup de pistolet. Une situation de fortune très-embarrassée serait le motif de cet acte de désespoir. Le général Barth aurait été, paraît-il, la proie des usuriers.

FRANCE.

L'IMPÔT SUR LE SAVON ET LE DROIT D'ENTRÉE SUR LES HUILES.

On sait que, dans le projet de budget de 1878, le gouvernement avait fait connaître, qu'il avait avis, en cas de dégrèvement, était l'impôt sur le savon et le droit d'entrée sur les huiles. Ces deux impôts ont été rayés des prévisions du budget

de 1878, et leur suppression est proposée à partir du 1^{er} janvier prochain. Le gouvernement cédant aux sollicitations des députés et des sénateurs des Bouches-du-Rhône, a reconnu que l'état précaire de l'industrie des savons commandait la suppression immédiate de cette taxe sur ces produits.

Il a donc déposé un projet proposant cette suppression. La commission du budget, réunie d'urgence, a entendu un rapport verbal de M. Cocheret sur le projet, qui a été adopté à l'unanimité.

Voici en quels termes l'exposé des motifs du projet déposé par M. Léon Say justifiait les mesures proposées :

« Des raisons particulières militent aujourd'hui en faveur de la suppression immédiate de l'impôt sur le savon. Quand le maintien d'un droit de fabrication est mis sérieusement en question, et quand, surtout, la franchise des taxes est prévue à date fixe, les approvisionnements du commerce et par suite les opérations de fabrication se restreignent dans la stricte limite des besoins impérieux de la consommation. »

« Une telle situation peut difficilement se prolonger jusqu'à l'échéance éloguée, proposée par le projet du budget de 1878, pour l'abolition de l'impôt des savons. Le mal revêt ici un caractère spécial de gravité parce que l'industrie sur laquelle il pèse est centralisée dans une région et même dans une ville. Marseille produit les 3/5 de la consommation totale des savons. Le département de la Seine en produit un neuvième. »

« Un ralentissement et surtout un arrêt complet dans les travaux de fabrication de ces deux centres, spécialement à Marseille, est de nature à faire peser de graves souffrances locales sur une population ouvrière. »

« Préoccupé de cette éventualité qui semble imminente, le gouvernement considère comme un devoir de demander au parlement de devancer l'époque du 1^{er} janvier, primitivement prévue pour la suppression de l'impôt sur les savons et de voter immédiatement cette mesure. »

Le projet de loi qui réserve d'ailleurs la question du droit d'entrée sur les huiles est ainsi conçu :

À partir de la promulgation de la présente loi, les droits établis par les articles 7 et suivants de la loi du 30 décembre 1873 sur les savons de toute nature cessent d'être perçus à la sortie des fabriques et magasins assimilés aux fabriques ainsi qu'à l'importation.

Les quantités existant dans les fabriques lors de l'inventaire de clôture qui sera effectué en exécution de la présente loi, seront considérées comme libérées d'impôt.

L'EXPOSITION DE 1878.

Nous lisons dans le *Moniteur Universel* :

« Le prince de Galles a fait faire les plus instantes démarches auprès du commissaire général de l'Exposition universelle pour qu'il soit accordé aux exposants anglais des emplacements plus considérables que ceux qui leur ont été attribués. Cette demande est le résultat de l'ardeur générale avec laquelle les Anglais se préparent à cette grande fête de l'industrie. »

« Les représentants de l'Autriche et de la Russie ont fait aussi des demandes semblables. »

« Pour y donner satisfaction et dans l'impossibilité de revenir sur l'attribution qui a déjà été faite à chacune des puissances, il a été décidé que l'on construisait dans le parc d'églants pavillons qui deviendraient les annexes de l'Exposition. »

« On voit dans l'activité que déploient les Anglais, les Russes et les Autrichiens, et dans l'élan que les gouvernements de ces trois nations ont su imprimer au mouvement en faveur de l'Exposition, l'expression éloquent du désir d'assurer la paix et de leur confiance entière dans son maintien. »

Le croissant rouge.

On écrit de Berne, 5 mars, à l'*Indépendance belge* :

« Une conférence internationale de la Croix rouge se prépare à Berne ou peut-être à Genève pour la révision d'un article de la convention signée en 1864 en cette ville. Le gouvernement ottoman a avisé le Conseil fédéral que les insignes de la convention, la croix rouge, sont fort antipathiques aux soldats-turcs ; il demande en conséquence à admettre le croissant au lieu de la croix. Le Conseil fédéral a transmis ce vœu à tous les Etats signataires de la convention. Les puissances consultées ont répondu qu'elles n'avaient pas d'objections à formuler ; seulement, que le cas impliquait une révision de l'article 7 de la convention, il en doit être débattu contradictoirement, puis la décision communiée officiellement afin d'éviter toute difficulté ou complication. »

ALLIANCE.

ALSACE LORRAINE.

Le 4 mars, plusieurs députés alsaciens ont sollicité une audience de l'empereur, pour l'entretenir de la question des optants ; mais cette audience ne leur a pas été accordée. Voici les lettres échangées à ce sujet :

À Sa Majesté l'empereur d'Allemagne.
« Sire, les députés soussignés d'Alsace-Lorraine ont l'honneur de solliciter de votre haute et paternelle bienveillance quelques instants d'audience. »

« Ils seraient heureux de voir leur demande accueillie pour pouvoir entretenir Sa Majesté des conséquences des expulsions qui viennent d'être récemment ordonnées dans leurs deux provinces. »

« Les soussignés ont l'honneur de prier Sa Majesté de leur permettre de lui offrir l'hommage de leur profond respect. »
Berlin, le 4 mars 1877.

Jean Dollfus, député de Mulhouse ; Paul Bezanson, député de Metz ; Charles Abel, député de Thionville-Boulay ; Charles Germain,

député de Sarrebourg ; Edouard Jeannet, député de Sarreguemines ».

Voici la réponse à cette lettre :

CHANCELLERIE IMPÉRIALE
Direction de l'Alsace-Lorraine.

À MM. les députés bien nés du Reichstag Jean Dollfus, P. Bezanson, Ch. Abel, E. Jeannet et Ch. Germain.

« Le 4 mars, vous avez demandé à être reçus en corps par S. M. l'Empereur. J'ai l'honneur de vous annoncer, au nom de Sa Majesté qu'elle ne juge point à propos de vous accorder cette audience. »

« Si vous avez des plaintes à formuler contre les mesures prises en Alsace et en Lorraine, je puis vous dire que vous êtes libres de les présenter par écrit. »

« Le chancelier de l'Empire, »
« BISMARCK »
« Berlin, le 8 mars 1877. »

Le journal suédois *Dagliga Nyheter* annonce que le roi Oscar se rendra prochainement à Heidelberg, où la reine de Suède réside actuellement pour rétablir sa santé. Le roi s'arrêtera à son retour à Berlin pour féliciter l'empereur d'Allemagne à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance.

PARLEMENT ALLEMAND.

Séance du 13 mars.

La séance du 13 mars du Parlement de l'empire a été très mouvementée. Il s'agissait d'abord d'une interpellation de M. Komierowski, dans la discussion de laquelle les organes du gouvernement, M. Hofmann, président de la chancellerie de l'empire, et M. Stephan, maître général des postes, ont été loin de satisfaire le Parlement par les explications qu'ils ont données.

Voici les faits. L'automne dernier le cardinal Ledochowski, ex-archevêque de Posén et Gnesen, avait adressé de Rome à un prêtre de son ancien diocèse la sommation de rétracter sa déclaration qu'il se soumettait aux lois politico-religieuses. Afin de couper court à cette correspondance du prélat, l'administration générale des postes, sur la demande du parquet, adressa à ses employés une ordonnance leur enjoignant de saisir les lettres dont la suscription serait de la main du comte Ledochowski. (Un fac simile de l'écriture du prélat était joint à l'ordonnance, — toute confidentielle naturellement.) Tout à coup le *Kurier Poznanski* publia le texte de cette ordonnance (dans son numéro du 19 septembre 1876) et bientôt après ce texte parut aussi dans une feuille socialiste de Berlin rédigée par M. Liebknecht, le *Vorwärts*.

Grand émoi dans l'administration et grand émoi aussi dans la presse. M. Kantecki, rédacteur du *Kurier Poznanski*, est sommé de démentir la personne qui lui a communiqué l'ordonnance. Il refuse et se borne à déclarer : « mais sans vouloir prêter serment — que la personne en question n'est pas un employé des postes. Il est arrêté et mis en prison pour refus de serment. Cela se passait le 26 novembre 1876, et comme M. Kantecki a persisté depuis dans son refus, il est toujours en prison. »

Cet incident avait déjà fait l'objet d'une interpellation, sans succès, à la Chambre des Députés de Prusse, et, mardi dernier, M. Komierowski n'a pas été plus heureux. Il a demandé si le chancelier de l'empire avait connaissance de la détention de M. Kantecki et, le cas échéant, quelles mesures il avait l'intention de prendre en faveur du détenu.

M. Hofmann, président de la chancellerie de l'empire, a répondu que c'est seulement par l'interpellation de M. Komierowski que l'affaire est venue à la connaissance officielle du chancelier ; que le chancelier n'a pas d'ordre à dicter aux tribunaux prussiens, et qu'il n'a pas l'intention de s'immiscer dans l'administration des postes.

Le Parlement a décidé, à la suite de cette réponse, de mettre l'interpellation en discussion.

M. de Schorlemer-Alst a soumis à une critique très vive la réponse sommaire de M. Hofmann. « C'est inexact », c'est faux (*unwahr*), s'est-il écrié, que l'affaire soit venue seulement par l'interpellation actuelle à la connaissance officielle du chancelier, puisqu'elle avait déjà fait l'objet d'un débat à la Chambre prussienne. L'orateur a reproché à M. Stephan d'user de « lettres de cachet » et lui a dit que puisqu'il fait une si rude chasse aux mots étrangers employés abusivement dans la langue allemande, il y a un mot qu'il devrait bannir avant tout, celui d'*Absolutismus*.

M. le président de Forckenbeck a relevé le terme de *faux* dont s'était servi M. de Schorlemer et a dit l'avoir laissé passer sans censure uniquement parce que, selon lui, président, l'orateur ne pouvait pas l'avoir employé dans le sens subjectif.

M. Hofmann a récusé le terme de *faux* aussi au point de vue objectif et a dit qu'en parlant du chancelier de l'empire, il entendait parler du chancelier comme tel et non comme président du ministère prussien. (Agitation, tumulte et rires.)

M. Stephan, maître général des postes, a répliqué avec beaucoup de vivacité tant à M. Komierowski qu'à M. de Schorlemer-Alst. Il a surtout fait valoir la nécessité de maintenir une discipline rigoureuse dans l'armée des 60,000 employés des postes. L'orateur paraît persuadé que c'est un de ses subordonnés qui a commis l'indiscrétion dont M. Kantecki a profité et il ne négligera rien pour découvrir l'auteur de l'indiscrétion, — qui doit avoir ni honneur ni conscience, puisque, au lieu de se démettre lui-même, il préfère laisser son nom en prison pendant des mois. Quant à M. Kantecki, M. Stephan déplore son sort : *dura lex, sed lex*. L'orateur a conclu par le mot de Luther à Worms : « Je ne puis agir autrement. »

M. Wehrenpennig a stigmatisé des procédés tels que ceux dont on use à l'égard de M. Kantecki et qui produisent la plus déplorable impression, non-seulement dans le pays mais aussi à l'étranger. Il a ajouté que dans des incidents de ce genre il serait bon que le chancelier de l'empire fit de temps à autre une communication officielle au président du ministère prussien et que le ministre prussien, M. Hofmann, voudrait bien en faire de même à l'égard de M. Hofmann, président de la chancellerie de l'empire. M. Wehrenpennig s'est grandement félicité de ce qu'on a mené à bon port la réforme judiciaire, sous le régime de laquelle d'aussi faucheux incidents ne seront plus possibles. L'orateur national-libéral a conclu en recommandant d'user d'indulgence et de ne pas attendre la date du 1^{er} octobre 1879 pour remettre M. Kantecki en liberté, — ce qu'on sera bien obligé de faire alors, en vertu de nouvelles lois judiciaires.

M. Hanel (progressiste) et M. Liebknecht (socialiste) se sont prononcés dans le même sens que M. Wehrenpennig. Un seul député, M. Staudy, s'est fait le défenseur de la mesure dont M. Kantecki est victime.

La seconde partie de la séance a été consacrée à la deuxième lecture du budget. M. Hanel a d'abord protesté contre le fait que le chancelier de l'empire s'est, de son propre aveu, servi du Parlement comme moyen

de pression pour activer le zèle de ses collègues et il a dit que seul un homme qui a rendu des services aussi gigantesques que ceux du prince de Bismarck oserait user de pareils procédés. M. Hanel a fait ressortir ensuite, dans un discours très-calme, les inconvénients de l'organisation actuelle de la chancellerie de l'empire, et a recommandé l'institution de ministères de l'empire.

Le prince de Bismarck a ensuite pris la parole. Il a d'abord refusé énergiquement d'avoir en l'intention de se servir du Parlement comme moyen de pression et a ensuite remercié M. Hanel pour le ton modéré de son discours et pour les sentiments de dévouement à l'empire dont ses paroles étaient l'expression. Après ce préambule, le chancelier de l'empire est entré de nouveau dans de très longs détails pour combattre l'institution à bref délai de ministères de l'empire. Ces ministères, a dit l'orateur, ne rentrent pas dans le cadre des institutions actuelles. Je doute que si nous avions créé des ministères de ce genre après la formation de la Confédération de l'Allemagne du Nord, nous fussions arrivés aussi loin que nous le sommes aujourd'hui. Il faut continuer à tenir compte des sentiments et des vœux des divers Etats confédérés. La Constitution trace les voies que l'on doit suivre, et aussi longtemps que je serai chancelier je ne les abandonnerai pas. Un coup d'œil sur le passé du jeune empire d'Allemagne montre que l'empire ne peut marcher que lentement dans le développement de ses institutions organiques. Nous sommes dans la bonne voie et nous avons déjà réalisé des progrès pratiques. Efforçons-nous de maintenir l'union entre les gouvernements, l'union entre le conseil fédéral et le Parlement, et nous arriverons au but qui est l'objectif de tous les gens raisonnables.

M. Lasker a fait observer au chancelier qu'il ne s'agit pas de questions théoriques, mais de questions pratiques. Impossible de réorganiser l'administration sans réviser la Constitution. Le chancelier n'a qu'un mot à dire et les gouvernements confédérés se rallieront immédiatement à lui.

Le prince de Bismarck a répliqué qu'on peut organiser l'administration sans accabler le Parlement de questions constitutionnelles. Il y a beaucoup plus à discuter au sein de l'administration que devant le Parlement. Un ministre de l'empire n'est pas plus indépendant qu'un ministre de Prusse : c'est l'empereur et roi qui prononce le mot décisif et qui, selon les circonstances, refuse de signer tel ou tel projet de loi.

M. Beseler, sans méconnaître les difficultés de l'institution de ministères de l'empire, a dit qu'on devrait prendre exemple sur l'administration telle qu'elle fonctionne aux Etats-Unis.

M. de Kleist-Retzow a exprimé l'avis que les ministères prussiens devraient être en même temps ministères de l'empire.

La discussion s'est terminée par le vote du budget de la chancellerie de l'empire, sans restriction aucune.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

Sommaire du numéro 37 (10 mars 1877.)

Romanciers français contemporains, Henry Gréville, par M. E. R. — Le vieux français, par M. L. CLEAT. — Lucrèce Borgia, par M. Georges de NOUVEAU. L'Europe centrale, d'après M. A. Himly, par M. Van den BERG. — Gausserie littéraire. — Notes et impressions, par M. — La semaine politique. — Bulletin.

(On s'abonne au bureau du journal, 8, place de l'Odéon, à Paris.)

CHACUN JOURNAL.

Paris. Six mois : 12 fr. — Un an : 20 fr.
Départements. 45 » — 25 »

LES DEUX JOURNAUX RÉUNIS.

Paris. 20 » — 36 »
Départements. 25 » — 42 »

Prix du numéro : 50 centimes

Ce qui suit a paru hier dans notre édition du soir :

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

(Agence Bordeano et C^{ie}.)

Autriche-Hongrie.

Vienne, 22 mars 9 h. 40 m., soir.

Obligations Rouméliennes. 11. 18.75
Pièce de 20 francs. 9.75
Agi. 108.15
Change sur Londres. 122.50
Les nouvelles arrivées ici font espérer le maintien de la paix.

La société du Lloyd distribue à ses actionnaires un dividende de 25 florins.

Pesth, 22 mars.

Le gouvernement a soumis à la Chambre un projet d'emprunt de 76 1/2 millions florins qui serait affecté à la conversion de la dette flottante. Selon l'opinion du cabinet, la situation politique actuelle favoriserait cette opération.

France.

Paris, 22 mars.

5% ottoman. fr. 12.85
Obligations Rouméliennes. 37.—

Angleterre.

Londres, 22 mars.

Avant de signer le protocole, le ministère demande que la Russie précise d'une manière formelle son adhésion au désarmement.

Les journaux prétendent que les puissances inviteront la Russie et la Turquie à désarmer simultanément.

Il a été versé à la Banque d'Angleterre une somme de 266,000 liv. ster.

NOUVELLES DU JOUR.

Nous avons annoncé dernièrement que Sa Majesté le Sultan inspecterait prochainement la flotte impériale réunie dans la Marmara, sous le commandement de l'amiral Hobart pacha. Cet intéressant spectacle aura lieu le lundi 2 avril. La flotte consiste en dix-huit vaisseaux, et ils prendront tous part à des manœuvres qui auront lieu sur une échelle très-vaste rappelant les grandes revues navales de Portsmouth et de Cherbourg.

(Levant Herald)

C'est Hassan Fehmi effendi, avocat, député de Constantinople, qui a été élu vice-président de la Chambre des députés.

La commission qui, comme nous l'avons déjà dit, a été instituée à la Sublime Porte pour le choix et la nomination des cismakams (sous-gouverneurs) se réunit aujourd'hui sous la présidence de Khourchid pacha, mustéchar du Grand-Vézirat.

La commission est composée de Carahéodori effendi, mustéchar des affaires étrangères, de Costaki Adossidi b. y, mustéchar du ministère de l'intérieur et d'Izzet effendi, membre du Conseil d'Etat.

Au tirage des obligations du Canal de Suez qui a eu lieu le 16 mars à Paris, le N° 59,297, sorti le premier, a gagné 150,000 francs; les N°s 65,810 et 133,149 ont gagné chacun 25,000 francs.

Le Sabah qui avait cessé de paraître, il y a quelque temps, a repris aujourd'hui sa publication.

On lit dans le *Message d'Athènes* : « Plusieurs de nos confrères ont prié M. le président de la Chambre de donner des instructions à l'effet d'empêcher les marchands d'huîtres, les ramasseurs de bout de cigares et autres gens de lettres, d'entrer dans la tribune des journalistes. Nous devons faire remarquer, de notre côté, d'y rester et moins encore de suivre les débats à cause des querelles des susdits gens de lettres dont la présence est loin de flatter les représentants de la presse athénienne. »

Nous avons la certitude que le cas cité par notre confrère d'Athènes ne se produira jamais dans les tribunes de la Chambre de Constantinople où le service des entrées est bien réglé.

La retraite des Dames de la charité s'ouvrira le dimanche des Rameaux, à 2 heures de l'après-midi, à l'église St. Louis. Elle sera prêchée par le R. P. Salvayre, v. refect apostolique.

Il n'y aura qu'un seul exercice chaque jour, le dimanche, le lundi, le mardi et le mercredi-saint à 2 heures précises. Monseigneur dira la messe de communion le mercredi-saint à 8 heures du matin.

Dans la nuit d'hier, vers 10 heures à la turque, deux faibles secousses de

tremblement de terre ont été ressenties à Constantinople.

On écrit du Caire à la *Finanza*, que M. Meyer, qui a eu le malheureux duel avec le regretté M. le marquis de Compiègne, quitte l'Egypte par le prochain courrier, pour aller en Allemagne subir la peine que les lois de cet empire infligent dans ce cas; plusieurs citoyens français se sont rendus auprès du consul germanique et lui ont présenté une pétition par laquelle ils priaient le consul de se désister des poursuites dirigées contre M. Meyer, mais le consul a dû refuser malgré lui, et donner libre cours à la loi. Le correspondant de la *Finanza* ajoute que le nombre des signatures aurait été plus grand, si beaucoup de citoyens français n'avaient posé pour condition de poursuivre un des témoins de ce duel, de nationalité française, sur lequel, d'après eux, pèserait une grave responsabilité, au sujet du résultat funeste de ce duel.

Sous le titre : *La conquête de la Turquie d'Asie! la Vérité* publie ce qui suit :

On lit dans la *Nation* : « La prise de Batoum lui donnerait (à la Russie) une force immense de ce côté (du côté d'Asie), tandis que la possession d'Erzeroum poserait le premier jalon du chemin par lequel elle devrait arriver à la conquête de toute la Turquie d'Asie, selon des plans qui lui sont prêtés depuis quelques années, mais notamment depuis l'été de 1875, époque à laquelle parurent à Londres une série de brochures signées *Vigilans* sous le titre de *Dualisme Anglo-Russe en Orient*. Ces brochures, qui apportaient une véritable révélation sur les projets russes, provoquèrent une sensation fort vive en Angleterre; l'auteur démontrait d'une manière saisissante que, après le traité de Paris, la Russie avait changé complètement les conditions de la guerre future entre elle et la Turquie en s'emparant du Caucase et en l'expulsant de ses populations bellicieuses qui, sous la direction du légendaire Schamyl, lui donnaient tant à faire pendant la guerre de Crimée. »

Cette citation nous a paru intéressante en ce qu'elle nous rappelle une particularité que la plupart ignorent ici sans doute. Ces brochures, publiées à Londres en 1875, sous le titre de *DUALISME ANGLO-RUSSE EN ORIENT*, caichaient, sous le pseudonyme de *Vigilans*, un publiciste bien connu à Constantinople, l'auteur de la *Situation* et des *Responsabilités*.

M. Giacometti, dont nous ne nous faisons point scrupule de dévoiler l'anonyme, avait, dès l'époque précitée, prévu et mis en lumière les projets que la Russie était à la veille de réaliser contre l'Empire ottoman.

Les dépêches suivantes ont été reçues dans notre ville :

Rome, 20 mars.

Au Consistoire réuni aujourd'hui le Pape dit dans son allocution, qu'il protestait, devant le monde entier, qu'on veut lui ôter la liberté de la parole.

Le Pape est légèrement indisposé.

Bucharest, 21 mars.

A la Chambre, la proposition a été faite de créer un impôt sur toutes les valeurs étrangères. La loi du recrutement a été adoptée.

Darmstadt, 21 mars.

Le prince Charles, frère du grand duc de Hesse, est mort.

Berlin, 21 mars.

Le Reichstag a rejeté, par 213 voix contre 112, la proposition portant que la cour de l'Empire siégerait à Berlin et a adopté la proposition du gouvernement pour que le siège soit à Leipzig.

Le Reichstag a adopté ensuite une proposition portant que l'Etat où siège la cour de l'Empire doit supprimer son tribunal supérieur.

Paris, 22 mars.

Le général Ignatieff est arrivé.

Londres, 22 mars.

A la Chambre des Lords, le comte Derby dit que le texte du protocole et les conditions dans lesquelles il serait signé, s'il est signé, sont toujours soumis à l'examen du gouvernement.

Lord Derby ajoute qu'il désire une meilleure administration de la Turquie, mais qu'il lui importe encore plus de maintenir la paix en Europe.

Lord Derby blâme ensuite lord Dudley d'avoir tenu un langage de nature à nuire à la nouvelle politique que la Russie est disposée à accepter, ce langage pouvant empêcher la solution que tous désirent.

Londres, 22 mars.

A la Chambre des Communes, Sir Stafford Northcote dit que le gouvernement croit désirable que les intérêts anglais soient représentés à Constantinople par un ambassadeur et ajoute que lord Derby examine toujours la question d'un arrangement temporaire.

M. Bourke dit que les troubles aux environs d'Andrinople ont été exagérés.

M. Fawcett proposera demain une résolution sur la question orientale.

Londres, 22 mars.

Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre donne les résultats suivants, comparativement à celui de la semaine dernière.

Encaisse métal. diminution L. 162,000
Réserves des bil. diminution » 38,000
Portefeuille diminution » 240,000
Proportion de la réserve aux engagements 45 3/4 %.

De la défense des côtes

par les torpilles. (I)

II

Malgré leurs nombreuses imperfections les torpilles ou mines sous-marines nous paraissent réunir un ensemble de qualités qui doit les faire préférer aux différents systèmes de défense dont nous venons de parler.

Elles ont, en premier lieu, une efficacité incontestablement démontrée. Dans la guerre de sécession américaine, plus de 36 navires furent détruits par les torpilles et les expériences faites dans toutes les marines européennes ont prouvé que le cuirassé le plus fort échappait à peine à la destruction d'une torpille, sans être mis hors de combat ou coulé. La force destructive des torpilles est tellement exubérante qu'elle ne sera jamais neutralisée par aucune in-

vention ultérieure, de même qu'on ne pourra jamais construire un cuirassé qui puisse résister au choc d'un de ses semblables.

Le prix relativement minime du matériel nécessaire pour produire une force vive si considérable, la certitude de sa non dépréciation par des innovations subséquentes, les frais d'entretien presque nuls qu'il exige, surtout en temps de paix, contrastent étrangement avec les sommes fabuleuses (près d'un milliard) que l'on a jeté follement pour avoir des navires sans résultats pratiques. Cependant, malgré les perfectionnements évidents que des études sérieuses apportent journellement aux torpilles, malgré le vaste champ d'applications qu'elles ont ouvert aux mains, ces derniers sont encore loin de leur accord d'une entière confiance.

Il s'agit toujours d'une averse profonde pour cette arme sinistre, qui ne se révèle que lorsqu'elle frappe, et contre laquelle leur science et leur courage sont impuissants. Il est en effet effrayant de penser que 80 kilogrammes de poudre, renfermés dans une enveloppe métallique, suffisent pour détruire d'un coup la plus imposante création de l'esprit humain (sinon la plus utile) valant de 15 à 20 millions, et avec elle la vie de 600 braves.

Il n'est donc pas étonnant que les puissances maritimes n'adoptent qu'à contre-cœur la nouvelle voie qui leur est ouverte, puisqu'elle tend directement à faire abandonner un matériel qui leur a coûté tant de sacrifices.

Il est vrai d'autre part, comme nous l'avons dit plus haut, que les différents systèmes de torpilles en usage manquent encore de cette sûreté d'effet mathématique qui est requise dans toute arme de guerre. On peut diviser les torpilles en 2 classes, dont la première, comprenant les torpilles fixes, est essentiellement défensive. La seconde, qui comprend les torpilles automobiles et portatives, est plutôt offensive.

Les torpilles fixes varient peu entre elles, et consistent toujours en une caisse métallique de forme et de dimensions diverses, remplie d'une matière explosive quelconque.

Elles sont immergées à quatre ou six mètres au-dessous du niveau de l'eau, sur des radeaux, ou sur le fond même si les circonstances le permettent. L'explosion a lieu soit directement, par le choc du navire ennemi contre la torpille, soit indirectement par une batterie électrique établie à terre, qui met le feu à la charge au moyen d'un fil conducteur.

Un appareil optique permet de constater le moment précis où le navire ennemi se trouve au-dessous de la torpille.

Ces deux systèmes présentent plusieurs inconvénients. Dans le premier, les torpilles une fois immergées échappent à tout contrôle immédiat; elles peuvent être dérangées par les courants; l'appareil d'ignition peut se gâter par plusieurs causes et ne pas fonctionner au moment voulu.

Elles constituent, en outre, un danger permanent, en interdisant le passage aux amis comme aux ennemis.

Dans le second système, ce dernier désavantage n'existe pas, mais, d'autre part, il n'est pas possible de constater de nuit ou par temps de brume la position exacte de l'ennemi; les fils électriques peuvent être facilement coupés et les torpilles mêmes pêchées. Enfin, la moindre solution de continuité dans le chapelet de torpilles peut donner passage à une escadre entière.

Les torpilles fixes, en général, ne peuvent rendre de services réels que dans des eaux très-resserrées où on peut les accumuler et les protéger au besoin contre les tentatives des embarcations envoyées à leur pêche. Les torpilles automobiles sont offensives, c'est-à-dire qu'elles vont elles-mêmes se heurter contre l'ennemi. Il en existe plusieurs variétés; nous ne parlerons que de la Whitehead-Luppis qui est la plus généralement adoptée.

Cette torpille a la forme d'un gros poisson; elle est divisée intérieurement en trois compartiments. Celui du milieu contient de l'air comprimé à 100 atmosphères, destiné à mettre en mouvement une petite machine qui occupe le compartiment arrière, il fait tourner une petite hélice. Celle-ci imprime à la torpille une vitesse de 10 milles à l'heure pendant 500 mètres. Un gouvernail horizontal, muni par un système de contre-poids, corrige la déviation en hauteur; un mécanisme spécial détermine à volonté la profondeur à laquelle la torpille doit naviguer. Le compartiment avant est réservé pour la charge et l'appareil d'ignition qui est à percussion. Le navire destiné à lancer la torpille est muni dans son grand axe d'un tube à air comprimé, s'ouvrant à quelques pieds au-dessous de la flottaison. Au moment voulu, la torpille est lancée violemment hors du tube par l'air comprimé et reçoit ainsi une direction initiale qu'elle poursuit, grâce à son propulseur, jusqu'à ce qu'elle rencontre un obstacle ou la fassse éclater ou bien que l'air servant à faire fonctionner la machine soit épuisé.

PSZENNY.

CRÉDIT LYONNAIS.

SOCIÉTÉ ANONYME.

CAPITAL : SOIXANTE-QUINZE MILLIONS.

LYON, PARIS, LONDRES.

Bilan au 28 Février 1877.

ACTIF

Espèces dans les banques. F. 22,550,393 14
Portefeuille. 406,126,125 91
Comptes courants. 61,584,228 92

Avances et Crédits sur nantissements ou sur garanties et Reports. 69,945,873 04
Actions, Bons, Obligations, Rentes. 44,247,954 73

Immobilisations. 4,000,000
Comptes d'Ordre. 5,530,825
Versements non appelés. 37,500,000

F. 321,485,397 7

TABLEAU.
Dépôts et Bons à vue. F. 70,315,754 18
Dépôts et Bons à échéance fixe. 63,807,812 72
Comptes courants. 78,376,042 46
Acceptations. 12,281,460 53
Comptes d'Ordre. 8,039,809 76
Réserves. 13,664,518 42
Capital. 75,000,000 »
F. 321,485,397 77

Certifié conforme aux écritures :
Le Président du Conseil d'Administration,
HENRI GERMAIN.
Le Directeur,
J. LETOURNEUR.

BOURSE

COURS DES FONDS.

GALATA, le 23 mars. 1877.
Ouv. du C. p. det. P. 44 3 —
Hausse. 44 7 —
Baisse. 44 2 —
Clôt. du mid. 44 —
Clôt. du soir. 44 4 —
Après Bourse. 44 —
Actions S. Gén. coup. det. L. S. 3 40 —
de la Société de change. 2 45 —
de valeurs. coup. det. 3 15 —
de la Banque de Const. 3 10 —
du Crédit Anstro-Turque. 3 10 —
du Crédit Général. L. T. 3 10 —
Société Commerciale Ottomane. 1 70 —
Laurium. comp. det. Fr. 67 —
Crédit Hellénique (exemple). 114 —
Obligations des Chemins de fer. 37 —
(1863. e. det. 76 —
(1865. 77 —
(1869. 70 1/2 —
(1872. 23 —
(1873. 68 —

COURS DES MONNAIES

(Contre Livre Turque à 100 Piastres.)
Livre anglaise. P. 410 35
Pièce de 20 francs. 87 25
L'empire russe. 89 20
D'or (Grenats). 51 22
Médaille blanche (différence). 104 25
Bichik. (différence). 113 —
Matahoun. (différence). 114 20
En papier monnaie. (différence). 157 30
Cuirre. 168 —

MOUVEMENT DU PORT

Revue quotidienne des arrivées et départs des bateaux à vapeur et bâtiments à voiles.

ARRIVÉES DES VAPEURS DE LA MER BLANCHE.

Constantinople, le 22 Mars 1877.
De Marseille français *Aunis* cap. Lafite marchandise et passagers agence Messagerie Maritime.
De Naples anglais *Ben Lomond* cap. Brock lest pour Nicolait effendi Keay.

DÉPARTS DES VAPEURS

Pour Alexandrie autrichien *Juno* cap. Gartem-berg marchandise et passagers.

ARRIVÉES DES VOILIERS

De Sira hellène *Africana* cap. Crieelokes lest pour Tagnarog ton. 210.

De Sira hellène *N. Argirhi* cap. Papalas lest pour Tagnarog ton. 323.

De Livourne hellène *Arctica* cap. Papalas marchandise ton. 281.

De Marseille hellène *Turtiani* cap. Cambothe-clas lest pour Tagnarog.

DÉPARTS DES VOILIERS

ou 21 mars

Pour Ibraïla hellène *Madera* cap. Arvanitis lest ton. 287.

Pour Bardiensca italien *Lacarello* cap. Cro-vanli lest.

Pour Ibraïla hellène *Zefa* cap. Zissimis lest.

Pour Cette hellène *A. Dionissios* cap. Danduras lest de Varna.

Pour Tagnarog hellène *A. Spiridon* cap. Manoloudhi lest.

Pour Tagnarog hellène *Catinko* cap. Andriadhis lest.

Pour Gurgiova hellène *Olimbos* cap. Cacarus-kes lest.

Pour Tagnarog hellène *C. Idra* cap. Caloyanis lest.

Pour Marseille hellène *Vagiano* cap. Abatie-los grains de Sebastopoli.

Directeur-Gérant N. BORDEANO.

ANNONCES

CRÉDIT LYONNAIS

SOCIÉTÉ ANONYME.
CAPITAL FRANCS 75,000,000.
Versé frs. 37,500,000 Réserve frs. 13,666,866 4

SIÈGES.
LYON
PARIS
MARSEILLE
etc., etc., etc.

Le CRÉDIT LYONNAIS fait toutes opérations de Banque, Avances sur titres, ouverture de comptes-courants contre dépôts de valeurs.

Emission de traites sur les diverses places de France et de l'Etranger.
Emission de Lettres de Crédit.
Ordres de Bourse, Garde de Titres.

Il reçoit les versements de fonds et délivre des Bons à Echéance à des conditions déterminées.
BUREAU A CONSTANTINOPLE
10, Rue Mertemou "Yacoud han", GALATA.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

DE
L'EMPIRE OTTOMAN.

AVIS.

Messieurs les porteurs d'Actions de la Société Générale de l'Empire Ottoman sont prévenus que la douzième Assemblée Générale aura lieu jeudi le 12/24 mars 1877, à midi précis, au siège de la Société, Nouveau Han Camondo à Galata pour recevoir et approuver les comptes de la douzième année sociale finissant au 31 décembre 1876 et entendre le rapport de Conseil d'Administration.

Les Actionnaires qui désirent assister à l'Assemblée Générale ou s'y faire représenter doivent, conformément à l'article 37 des Statuts, déposer leurs actions trente jours avant le 12/24 mars dans les bureaux de la Société à Constantinople ou dans ceux des agences de la Banque Impériale Ottomane à Londres et à Paris.

Constantinople, le 12/24 mars 1877.

EN VENTE

Dans les bureaux du journal et au n° 238 de la Grand'Rue de Péra.

MIFTA H-UL-TABBAHIN

La clef des cuisiniers.

CRÉDIT GÉNÉRAL OTTOMAN.

Assemblée Générale du 25 avril 1877.

Conformément à l'article 23 des Statuts, MM. les Actionnaires du Crédit Général Ottoman sont prévenus que l'Assemblée Générale ordinaire aura lieu le 25 avril 1877 à 1 heure de l'après-midi dans le local de la Société, rue Voivoda à Galata, à l'effet de recevoir et d'approuver, s'il y a lieu, les comptes de l'exercice clos le 31 octobre dernier.

Ont droit d'assister à l'Assemblée du 25 avril tous les Actionnaires propriétaires de 40 Actions au moins qui auront déposé à cet effet leurs titres, le 4 avril au plus tard, à Constantinople, au siège social, à Paris, à la Société Générale pour favoriser. etc.,

à Londres, chez Mess. B. Tubini et C^{ie}.

Tout Actionnaire ayant droit de faire partie de l'Assemblée Générale peut s'y faire représenter par un mandataire, également membre de l'Assemblée, qui devra déposer ses pouvoirs réguliers au siège social le 15 avril au plus tard.

Il sera remis à chaque déposant un récépissé qui lui servira de carte personnelle d'admission.

Chaque Actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente de fois 10 Actions.

Constantinople, le 24 mars 1877.
Crédit Général Ottoman.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

DES
CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

AVIS.

L'administration met en adjudication la fourniture de 1000 rames papier Cy-lindre Bital nécessaire pour la direction du timbre.

L'adjudication commencera le samedi 12 mars et sera close le mardi 22 mars (v.s.).

Les personnes qui voudraient y concourir sont priées de s'adresser au conseil de la susdite administration.

Cons/ple, le 10/22 mars 1877.

SOCIÉTÉ DES TRAMWAYS DE CONSTANTINOPLE.

AVIS.

Messieurs les Actionnaires de la Société des Tramways de Constantinople, sont prévenus, qu'en vertu de la résolution adoptée par l'Assemblée Générale du 5/17 mars courant, les coupons N° 9 et 10, seront détachés contre paiement de P. 12 1/2, médijidi.

Les bordereaux nécessaires seront tenus à leur disposition au siège de l'administration à partir du lundi 26 courant tous les jours de 1 heure à 3 heures p.m. et les paiements s'effectueront à dater du lundi 2 avril prochain.

Constantinople, le 22 mars 1877.

MINISTÈRE DE LA LISTE CIVILE.

AVIS.

La fourniture du bois de chauffage et du charbon de bois nécessaires aux magasins du Palais est mise en adjudication.

ITINERAIRE DES BATEAUX DU CHIRKET-I-HAIRE

A partir du Mardi 1/13 Mars 1877, jusqu'au 31 Mars v. s.

Saison de Printemps.

SERVICE JOURNALIER

SERVICE DES DIMANCHES

DESCENTE.

Côte d'Europe.

(Avec communication à la côte d'Asie.)

12 45	De Yenimahalle, Mézarbournou, Bu-yukderé, Thérapi, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, (Coin-cidant avec le bateau qui part à 2 h. de Béké), à partir du 16/28 Mars, par-tira à 12 1/2.	20
2	De R. et A. Kavak, Mézarbournou, Bu-yukderé, Thérapi, Yénikou, Emirghian, R. Hissar, Béké, (au 16/28 Mars partira à 13 1/2).	25
3 30	De Yenimahalle, Mézarbournou, Bu-yukderé, Thérapi, Yénikou, Sténia, Emirghian, R. Hissar, Béké, Arnaoutk, Couroutchesme, Ortakou, Béchichtach.	32
4 45	De Mézarbournou, Bu-yukderé, Thérapi, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Arnaoutk, Beylerbey, Ortakou, Béchichtach.	4
6 30	De Yenimahalle, Bu-yukderé, Thérapi, Yénikou, Béké, P.-Bagtché, Canlidja, Boyadjikou, R. Hissar, A. Hissar, Canlidja, Arnaoutk, Beylerbey, Ortakou, Couscoudjou, Béchichtach, Scutari.	1
8	De A. et R. Kavak, Yenimahalle, Bu-yukderé, Thérapi, Béké, Yénikou, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, Arnaoutk, Couroutchesme, Ortakou, Béchichtach.	20
10	De M.-Bournu, Bu-yukderé, Thérapi, Yénikou, Emirghian, R. Hissar, Arnaoutk, Ortakou, Béchichtach.	23

Ligne d'Arnaoutkoul.

1	— D'Arnaoutkoul, Couroutch, Ortakou, Béchichtach, au 16/28 Mars part à 12 3/4.	23
1 30	D'Arnaoutkoul, Couroutchesme, Ortakou, Béchichtach, Cabatach.	4
2	— De Béké, Arnaoutkoul, Couroutchesme, Ortakou, Béchichtach, Scutari.	2
2 45	D'Arnaoutkoul, Couroutchesme, Ortakou, Béchichtach.	21
3 30	D'Arnaoutkoul, Couroutchesme, Ortakou, Béchichtach, Cabatach.	23
5	— D'Arnaoutkoul, Couroutch, Ortakou, Couscoudjou, Béchichtach, Cabatach.	25
7 45	De Béké, Vanikou, Arnaoutkoul, Béchichtach et Scutari.	2

Côte d'Asie.

1	— Béké, Pacha-Baghtché, Canlidja, A. Hissar, Canlidja, Vanikou, Tcheghel-keu, Beylerbey, Couscoudjou, (au 16/28 Mars partira à 12 3/4).	21
1	— De Vanikou, Tcheghelkeu, Beylerbey, Couscoudjou, (au 16/28 Mars partira à 12 3/4).	1
3 45	De Bu-yukderé, Béké, Pacha-Baghtché, Canlidja, A. Hissar, Canlidja, Vanikou, Tcheghelkeu, Beylerbey, Couscoudjou, (exc. les Vendredis).	19
3 30	De Vanikou, Tcheghelkeu, Beylerbey, Couscoudjou, (exc. les Vendredis).	2
10 20	De Vanikou, Tcheghelkeu, Beylerbey, Couscoudjou.	25

Ligne de Scutari.

DE SCUTARI AU PONT.		DU PONT A SCUTARI.	
H. M.	H. M.	H. M.	H. M.
1	8 15	1 15	8 30
1 30	8 45 t.Béch	1 40	9 5
2	9 20	2 15	9 35
2 30	9 50	2 45	10
3	10 5	3 10	10 25
3 30	10 30	3 45	10 45
4	10 50	4 15	11 10
4 30	11 15	4 45	11 35
5	11 35	5 15 t.Béch.	11 45
5 35	12	6 5	12 5
6 15	—	6 45	—
7	—	8	—

Service des Dimanches.

DE SCUTARI AU PONT		DU PONT A SCUTARI.	
H. M.	H. M.	H. M.	H. M.
1 15	8 15	1 15	8 15
1 45	8 20 t. Béch	1 45	9 15
2 15	9 25	2 15	9 30
3 —	10 —	3 —	10 —
3 40	10 30	3 40	10 35
4 15	11 —	4 15	11 5
5 —	11 30	5 —	11 35
5 35	12 —	5 30 t. Béch.	12 5
6 15	—	6 15	—
7 —	—	7 —	—

MONTÉE.

Côte d'Europe.

(Avec communication à la côte d'Asie.)

2 15	Pour Cabatach, Scutari, Béchichtach, Couscoudjou, Ortakou, Beylerbey, Tcheghelkeu, Arnaoutk, Canlidja, A. Hissar, Béké, (Coin-cidant avec le bateau qui part à 2 h. de Béké), à partir du 16/28 Mars, par-tira à 12 1/2.	1
3	— Béchichtach, Ortakou, Arnaoutk, Béké, R. Hissar, Emirghian, Yénikou, Thérapi, Bu-yukderé, Mézarbournou.	4
5	— Pour Béké, R. Hissar, Arnaoutk, Béké, R. Hissar, Emirghian, Yénikou, Thérapi, Bu-yukderé, Mézarbournou, Yenimahalle, R. et A. Kavak.	24
6 30	Pour Scutari, Béchichtach, Couscoudjou, Ortakou, Beylerbey, Tcheghelkeu, Arnaoutk, Béké.	2
8 15	Pour Béchichtach, Ortakou, Arnaoutk, Béké, R. Hissar, Emirghian, Yénikou, Thérapi, Bu-yukderé, Mézarbournou, Yenimahalle, R. et A. Kavak.	25
10	— Pour Béké, R. Hissar, Emirghian, Sténia, Yénikou, Thérapi, Bu-yukderé, Mézarbournou, Yenimahalle.	32
10 45	Pour Béchichtach, Ortakou, Arnaoutk, Béké, R. Hissar, Emirghian, Sténia, Yénikou, Thérapi, Bu-yukderé, Mézarbournou, Yenimahalle.	20
11 15	Pour Béké, R. Hissar, Boyadjikou, Yénikou, Thérapi, Bu-yukderé, Mézarbournou, Yenimahalle.	25

Ligne d'Arnaoutkoul.

2	— Pour Béchichtach, Couroutch, Arnaoutk, Béchichtach, directement.	3
9 30	Pour Béchichtach, Ortakou, Beylerbey, Arnaoutk, Vanikou.	21
10 10	Pour Cabatach, Béchichtach, Ortakou, Couscoudjou, Arnaoutk.	2
11 10	Pour Cabatach, Béchichtach, Ortakou, Couscoudjou, Arnaoutk.	1
11 40	Pour Béchichtach, Ortakou, Couroutchesme, Arnaoutk.	25
12	— Pour Béchichtach, Ortakou, Couroutchesme, Arnaoutk.	4

Côte d'Asie.

3	— Directement pour Vanikou. (exc. les Vendredis.)	2
4	— Pour Béchichtach, Couscoudjou, Beylerbey, Tcheghelkeu, Arnaoutk.	25
10 30	Pour Couscoudjou, Béchichtach, Tcheghelkeu, Vanikou, Canlidja, A. Hissar, Canlidja, Pacha-Baghtché, Béké, Bu-yukderé.	15
11 15	Pour Couscoudjou, Beylerbey, Tcheghelkeu, Vanikou, A. Hissar, Canlidja, Pacha-Baghtché, Béké.	21
11 40	Pour Cabatach, Couscoudjou, Beylerbey, Tcheghelkeu, Vanikou, Béké à l'échelle du jardin.	2

Ligne de Harem-Isklessi.

4 45	touchant à Cabatach.	23
11 15	De Harem-Isklessi, Saladjak.	4
3 40	De Pont pour Harem-Isklessi et Saladjak.	22
11	— Du Pont pour Harem-Isklessi et Saladjak. (les dimanches à 10 3/4.)	4

Service particulier du transport, par bateau à vapeur des voitures, des chevaux et autres quadrupèdes entre Stamboul/Sirkedji-Isklessi, Scutari et Cabatach, (à partir du 1/13 Mars.)

Départs de Scutari pour Sirkedji-Iskelessi.		
4 45	touchant à Cabatach.	23
10 15	do.	2
1 25	De Scutari à Cabatach.	4
Départs de Sirkedji-Iskelessi pour Scutari		
5 30	touchant à Cabatach.	22
11 —	Directement.	2
1 40	De Cabatach à Scutari.	2

DESCENTE.

1	— De Yenimahalle, Bu-yukderé, Thérapi, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, Arnaoutkoul, Ortakou, Béchichtach.	1
1 15	De Béké, Pacha-Baghtché, Canlidja, A. Hissar, Canlidja, Vanikou, Tcheghelkeu, Beylerbey, Couscoudjou, Cabatach.	1
1 15	D'Arnaoutkoul, Couroutchesme, Ortakou, Béchichtach, Cabatach.	4
2	— De R. et A. Kavak, Mézarbournou, Bu-yukderé, Thérapi, Yénikou, Emirghian, R. Hissar, Béké, Arnaoutkoul, Couroutchesme, Ortakou, Béchichtach.	24
3 45	De Bu-yukderé, Thérapi, Béké, Pacha-Baghtché, Canlidja, A. Hissar, Canlidja, Vanikou, Tcheghelkeu, Beylerbey, Couscoudjou.	2
3 45	De Mézarbournou, Bu-yukderé, Thérapi, Yénikou, Sténia, Emirghian, R. Hissar, Béké, Arnaoutkoul, Couroutchesme, Ortakou, Béchichtach.	25
5 30	De Yenimahalle, Bu-yukderé, Thérapi, Yénikou, Boyadjikou, R. Hissar, Arnaoutkoul, Beylerbey, Ortakou, Béchichtach.	32
6 30	De Yenimahalle, Bu-yukderé, Thérapi, Béké, Yénikou, Emirghian, Canlidja, R. Hissar, A. Hissar, Canlidja, Arnaoutkoul, Tcheghelkeu, Beylerbey, Ortakou, Couscoudjou, Béchichtach, Scutari.	20
7 45	De Béké, Vanikou, Arnaoutkoul, Beylerbey, Ortakou, Couscoudjou, Béchichtach.	25
8 15	De A. et R. Kavak, Mézarbournou, Bu-yukderé, Thérapi, Béké, Yénikou, Sténia, Boyadjikou, R. Hissar, Béké, Arnaoutkoul, Ortakou, Béchichtach.	1
8 45	De Bu-yukderé, Béké, Pacha-Baghtché, Canlidja, A. Hissar, Canlidja, Vanikou, Tcheghelkeu, Beylerbey, Couscoudjou, Scutari.	1
10 15	De Yenimahalle, Bu-yukderé, Thérapi, Yénikou, Emirghian, R. Hissar, Arnaoutkoul, Couroutchesme, Ortakou, Béchichtach.	25

DEPART DU PONT.

2	— Pour Béchichtach, Ortakou, Couroutchesme, Arnaoutkoul, Béké, R. Hissar, Boyadjikou, Yénikou, Thérapi, Bu-yukderé, Mézarbournou.	2
2 45	Pour Cabatach, Scutari, Béchichtach, Couscoudjou, Ortakou, Beylerbey, Tcheghelkeu, Arnaoutkoul, Canlidja, A. Hissar, R. Hissar, Canlidja, Emirghian, Yénikou, Béké, Thérapi, Bu-yukderé, Yenimahalle.	21
3 45	Pour Béchichtach, Ortakou, Arnaoutkoul, Béké, R. Hissar, Emirghian, Sténia, Yénikou, Thérapi, Bu-yukderé, Mézarbournou, Yenimahalle.	2
4 45	Pour Scutari, Couscoudjou, Beylerbey, Tcheghelkeu, Vanikou, Canlidja, A. Hissar, Canlidja, Pacha-Baghtché, Béké, Bu-yukderé.	2
5 15	Pour Béchichtach, Ortakou, Arnaoutkoul, R. Hissar, Emirghian, Yénikou, Béké, Thérapi, Bu-yukderé, Mézarbournou, R. et A. Kavak.	2
6 30	Pour Scutari, Béchichtach, Couscoudjou, Ortakou, Beylerbey, Tcheghelkeu, Arnaoutkoul, Béké.	2
8 30	Pour Béchichtach, Ortakou, Arnaoutkoul, R. Hissar, Boyadjikou, Yénikou, Thérapi, Bu-yukderé, Yenimahalle.	2
10 15	Pour Béchichtach, Ortakou, Arnaoutkoul, Béké, R. Hissar, Emirghian, Sténia, Yénikou, Thérapi, Bu-yukderé, Mézarbournou, R. et A. Kavak.	2
10 30	Pour Couscoudjou, Beylerbey, Tcheghelkeu, Vanikou, Canlidja, A. Hissar, Canlidja, Pacha-Baghtché, Béké, Bu-yukderé.	2
11	— Pour Cabatach, Couscoudjou, Beylerbey, Tcheghelkeu, Vanikou, A. Hissar, Canlidja, Pacha-Baghtché, Béké.	2
11	— Pour Béchichtach, Ortakou, Couroutchesme, Arnaoutkoul, Béké, R. Hissar, Emirghian, Sténia, Yénikou, Thérapi, Bu-yukderé.	2
11 35	Pour Béchichtach, Couscoudjou, Ortakou, Beylerbey, Tcheghelkeu, Arnaoutkoul.	2
12	— Pour Béchichtach, Ortakou, Couroutchesme, Arnaoutkoul.	2

CHEMINS DE LA TURQUIE

FER

SERVICE DES VOYAGEURS A PRIX TRÈS-RÉDUITS

A partir du 15 Septembre 1876, jusqu'à nouvel avis.

Ligne de Constantinople — Andrinople.

TRAINS S'ÉLOIGNANT DE CONSTANTINOPLE.

Trains	2	52	4	D	18	F	6	M	8	O	12	Q	14	G	S
N°	2	52	4	D	18	F	6	M	8	O	12	Q	14	G	S
HEURES DE DÉPART :	mat.	mat.	mat.	mat.	mat.	mat.	mat.	soir	soir	soir	soir	soir	soir	soir	soir
Constant (buff.)	7 9	8 11	8 47	9 27	10 54	11 32	12 10	2 25	3 12	4 16	4 44	5 12	5 47	6 18	6 30
Koum-Kapou	7 9	8 25	8 57	9 40	10 22	11 6	11 46	2 31	3 18	4 28	4 52	5 10	5 51	6 23	6 35
Yeni-K (halt)	7 9	8 25	8 57	9 40	10 22	11 6	11 50	2 38	3 16	4 32	4 56	5 14	5 55	6 27	6 39
Psam. (halte)	7 9	8 33	9 8	9 51	10 31	11 15	11 55	2 42	3 21	4 37	5 01	5 23	6 04	6 36	6 48
Yéti-kouli	7 9	8 33	9 8	9 54	10 33	11 17	11 57	2 44	3 23	4 39	5 03	5 25	6 06	6 38	6 50
Zéti-Bournou (halt)	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
Makri-Kouli	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
San-Stéph.	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
Telémoudji-Floria	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
Hadem-Kouli	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
Tchatalidji	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
Kabakdjé	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
Sinekli	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
Tcherkes-kouli	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
Tchouliou (buff.)	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
Koupekli	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
Sider-tchilik	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
Liak-Bouraz	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
Baba-Eski	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
Pavlo-Kouli	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
Ouz-ankeupra	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
Kouli-Bouraz	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
Ourlé	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53
Andrin. (Hôtel)	7 26	8 13	8 28	9 13	10 12	11 12	12 1	3 25	3 31	4 50	5 04	5 28	6 09	6 41	6 53

TRAINS S'ÉLOIGNANT D'ANDRINOPE.

T R A I N S D E B A N L I E U E														
N°														
DÉPART DE	Z	3	C	5 accél.	15	E	7	9	L	17	N	P	11	R
HEURES DE DÉPART :														
Andrinople.....														
Ourlé.....														
Kouli-Bourgas.....														
Ouzoun Koupru.....														
Pavlo-Kou.....														
Baba-Eski.....														
Linié-Bourgaz.....														
Sidlar tchiflik.....														
Koupekli.....														
Tchorlou(buffet).....														
Tcherkes-Kou.....														
Sinikli.....														
Kabakdjé.....														
Tchataldjé.....														
Hadem-Kou.....														
Tchekméddjé-Floria.....														
San-Stéphano.....														
Makri-Kouy.....														
aitia-Bouroun(halt).....														
Zedi-Koule.....														
Pasm(halte).....														
Vénioap(halt).....														
Koum-kapou.....														
Constant(buff.).....														